

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

24 février 2015

---

NOUVEAUX DROITS EN FAVEUR DES MALADES ET DES PERSONNES EN FIN DE VIE -  
(N° 2585)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° 18

présenté par

M. Le Fur

-----

**ARTICLE 5**

Après l'alinéa 5, insérer l'alinéa suivant :

« Une clause de conscience est mise en place pour les professionnels de santé. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Si la loi devait entériner le fait que dans certains cas, à la demande du patient, les professionnels de santé soient tenus d'interrompre l'alimentation et l'hydratation et/ou d'administrer une sédation profonde et continue jusqu'au décès, il convient d'introduire dans la loi une clause de conscience pour les médecins et le personnel soignant.